Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 30 octobre 2026

Brune Poirson, une ministre officieuse pour la mode



Brune Poirson in her office in Paris. Dmitry Kostyukov for The New York Times

France's Unofficial Minister for Fashion Isn't Afraid of a Redesign

First, Brune Poirson spearheaded a law banning destruction of unsold goods. Now she's part of the team taking on the "handbag war."

Le quotidien américain 'New York times' vient de consacrer un long article à Brune Poirson, secrétaire d'Etat à la transition écologique sur son engagement pour une mode plus éco-responsable. Intitulé 'La ministre officieuse de la mode n'a pas peur des reprises', ce portrait présente la Vauclusienne de 37 ans comme particulièrement impliquée dans les négociations sur les menaces de sanctions américaines sur les taxes à l'importation des biens de luxe dont la mode fait partie. Un secteur vital pour la France puisqu'il est le deuxième le plus lucratif pour le pays, d'une valeur estimée à 150 milliards d'euros, derrière l'aéronautique. Un secteur avec lequel les gouvernements de tous bords ont aussi toujours pris des gants « jusqu'à l'arrivée de Brune Poirson » assure nos confrères du prestigieux journal outre-Atlantique américain. Ces derniers rappellent ainsi que Brune Poirson est l'une des rares contemptrices de ce secteur qui pour elle se doit d'être « exemplaire ». C'est notamment pour cela, qu'elle a été à l'origine d'un projet de loi visant à faire interdire aux marques de détruire leurs invendus, principalement par incinération. Elle prône également la mise en place d'une économie plus circulaire à l'échelle mondiale dans le domaine de la mode.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Elue député de la 3e circonscription de Vaucluse sous l'étiquette la République en marche (REM) en 2017, elle a aussitôt rejoint le gouvernement d'Edouard Philippe au sein du ministère de l'Ecologie en tant que secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire. Depuis, elle a été aussi désignée vice-présidente de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (Anue). Elle est la première Française à occuper des fonctions exécutives au sein de cette structure de l'ONU basée à Nairobi au Kenya où ne figurent que des ministres en exercice. Au sein de l'Anue, elle travaille plus spécifiquement sur les problématiques de lutte contre le réchauffement climatique, de la protection des océans, de la préservation de la biodiversité et de la mobilisation du secteur financier en faveur de l'environnement.